



# BULLETIN OFFICIEL DES ACTES de Voies navigables de France



Année 2015 N°55  
22 octobre 2015

Décision du 16 octobre 2015 portant délégation de signature :  
\* circulation digues et chemins du halage, gestion domaniale, ordonnateurs secondaires P 2  
délégués, ressources humaines et représentation du pouvoir adjudicateur

## **DT Bassin de la Seine**

Décisions du 19 octobre 2015 portant délégation de signature :  
\*ordre général P 5  
\*ressources humaines P 12  
\*ordonnateurs secondaires P 17  
\*contravention de grande voirie P 21

## **DT Centre-Bourgogne**

*Le bulletin officiel de Voies navigables de France comporte les textes émis par l'établissement public et intéressant les usagers de la voie d'eau.*

*Il est possible de l'obtenir à titre gratuit et sur simple demande, soit au numéro, soit en s'abonnant.  
Toute demande doit être adressée à la division Gouvernance et Sécurité Défense du siège de l'établissement,  
175, rue Ludovic Boutleux- CS. 30820 - 62408 BETHUNE Cedex*



**DÉCISION PORTANT MODIFICATION DES DÉCISIONS EN DATE DU 24 SEPTEMBRE 2015 PORTANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE EN MATIÈRE D'AUTORISATION DE CIRCULATION SUR LES DIGUES ET CHEMINS DE HALAGE, CONVENTION D'OCCUPATION ET D'USAGE TEMPORAIRE, DÉSIGNATION D'ORDONNATEURS SECONDAIRES DÉLÉGUÉS, DE RESSOURCES HUMAINES ET DE REPRÉSENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

**Le Directeur Territorial Bassin de la Seine de Voies Navigables de France,**

**Vu** la délibération du conseil d'administration de Voies navigables de France du 29 novembre 2012 portant organisation et dénomination des directions territoriales de Voies navigables de France ;

**Vu** la délibération du conseil d'administration de Voies navigables de France du 20 mars 2014 modifiée portant délégation de pouvoirs du conseil d'administration au directeur général de Voies navigables de France ;

**Vu** la décision du 31 décembre 2012 modifiée du directeur général de Voies navigables de France portant désignation des directeurs des services territoriaux et des ordonnateurs secondaires ;

**Vu** la décision du 31 mars 2014 portant délégation de pouvoirs du directeur général de Voies navigables de France aux directeurs territoriaux de Voies navigables de France ;

**Vu** la décision du 15 avril 2013 modifiant la décision portant désignation des directeurs des services territoriaux et des ordonnateurs (DT Bassin de la Seine) ;

**Vu** la décision portant délégation de signature en matière de convention d'occupation et d'usage temporaire en date du 24 septembre 2015 ;

**Vu** la décision portant délégation de signature en matière d'ordonnateurs secondaires délégués en date du 24 septembre 2015 ;

**Vu** la décision portant délégation de signature en matière de ressources humaines en date du 24 septembre 2015 ;

**Vu** la décision portant délégation de signature en matière de représentation du pouvoir adjudicateur en date du 24 septembre 2015 ;

**Vu** la décision portant délégation de signature en matière d'autorisation de circulation sur les digues et chemins de halage en date du 24 septembre 2015,

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Aux annexes II des décisions du 24 septembre 2015 susvisées portant délégation de signature en matière de représentation du pouvoir adjudicateur et d'ordonnateurs secondaires délégués et à l'annexe I de la décision du 24 septembre 2015 en matière de ressources humaines, après la ligne M. Mathias RACHET, chef de la subdivision exploitation et entretien par intérim, est ajoutée la ligne suivante :

Mme Malvina SIMON, chef de la subdivision maintenance.

### **Article 2 :**

Aux annexes III des décisions du 24 septembre 2015 susvisées portant délégation de signature en matière d'ordonnateurs secondaires délégués et de représentation du pouvoir adjudicateur, après la ligne « Mme Rachel BAUMGARTNER ; chef secteur haute Seine aval » est ajoutée la ligne suivante :

M. Hervé WILMORT, chargé des relations usagers et de la police de la navigation

### **Article 3 :**

Aux annexes II des décisions du 24 septembre 2015 susvisées portant délégation de signature en matière de représentation du pouvoir adjudicateur et d'ordonnateurs secondaires délégués et à l'annexe I de la décision du 24 septembre 2015 portant délégation de signature en matière de ressources humaines, après la ligne « M. Jean-Michel BAMBUCK-PISTOL, chef de la subdivision maintenance par intérim » est ajoutée la ligne suivante :

M. Jonathan MEOT, chef de la subdivision Exploitation

### **Article 4 :**

Aux annexes I des décisions du 24 septembre 2015 susvisées portant délégation de signature en matière de représentation du pouvoir adjudicateur, d'ordonnateurs secondaires délégués et de ressources humaines, la ligne « M. Rémi CORGET, adjoint au chef de l'unité territoriale d'itinéraire Boucles de la Seine par intérim » est remplacée par la ligne suivante :

M. Rémi CORGET, adjoint au chef de l'unité territoriale d'itinéraire Boucles de la Seine.

### **Article 5 :**

A l'annexe II de la décision du 24 septembre 2015 portant délégation de signature en matière de ressources humaines, la ligne « M. Alain DODELER, chef d'équipe Suresnes » est remplacée par la ligne suivante :

M. Laurent JEUNON, chef d'équipe Suresnes.

### **Article 6 :**

A l'article 2 de la décision du 24 septembre 2015 en matière de ressources humaines la ligne « M. Éric ROLLAND, attaché d'administration de l'État, responsable du département gestion des ressources humaines » est supprimée.

Aux annexes II des décisions du 24 septembre 2015 susvisées portant délégation de signature en matière de représentation du pouvoir adjudicateur et d'ordonnateurs secondaires délégués et à l'annexe I de la décision du 24 septembre 2015 portant délégation de signature en matière de ressources humaines :

La ligne « M. Éric ROLLAND, chef du département gestion des ressources humaines par intérim » est supprimée

### **Article 7:**

A l'article 3 de la décision du 24 septembre 2015 portant délégation de signature en matière de convention d'occupation et d'usage temporaire :

La ligne « Mme Marlène LEROY, adjointe au chef de la subdivision action territoriale de l'Unité territoriale Boucles de la Seine » est supprimée.

Aux annexes II des décisions du 24 septembre 2015 susvisées portant délégation de signature en matière de représentation du pouvoir adjudicateur et d'ordonnateurs secondaires délégués, à l'annexe de la décision du 24 septembre 2015 portant délégation de signature en matière d'autorisation de circulation sur les digues et chemins de halage et à l'annexe I de la décision du 24 septembre 2015 portant délégation de signature en matière de ressources humaines :

La ligne « Mme Marlène LEROY, adjointe au chef de la subdivision action territoriale de l'Unité territoriale Boucles de la Seine » est supprimée

### **Article 8 :**

Aux annexes III des décisions du 24 septembre 2015 susvisées portant délégation de signature en matière de représentation du pouvoir adjudicateur et d'ordonnateurs secondaires délégués et à l'annexe II de la décision du 24 septembre 2015 portant délégation de signature en matière de ressources humaines :

La ligne « M. Denis TONDU, chef des interventions et des moyens spécifiques » est supprimée.

### **Article 9 :**

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel de Voies navigables de France.

Fait à Paris, le 16 octobre 2015

**Pour le Directeur Général de Voies Navigables de France  
et par délégation,  
Le Directeur Territorial Bassin de la Seine,**

**Signé**

**Alain MONTEIL**



**Direction  
Territoriale  
Centre-Bourgogne**  
Juridique

## **DECISION DU 19 OCTOBRE 2015 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE**



Le directeur territorial Centre-Bourgogne,

Vu le code de justice administrative ;

Vu le code des transports ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le code des marchés publics ;

Vu la loi n° 2012-77 du 24 janvier 2012 relative à Voies navigables de France ;

Vu la délibération du conseil d'administration de Voies navigables de France du 29 novembre 2012 portant organisation et dénomination des directions territoriales de Voies navigables de France ;

Vu la délibération du conseil d'administration de Voies navigables de France du 20 mars 2014 modifiée, portant délégation de pouvoirs au directeur général de Voies navigables de France ;

Vu la décision du 31 décembre 2012 modifiée du directeur général de Voies navigables de France portant désignation des directeurs territoriaux et des ordonnateurs secondaires ;

Vu la décision du 31 mars 2014 modifiée du directeur général de Voies navigables de France portant délégation de pouvoirs aux directeurs territoriaux de Voies navigables de France ;

Vu la décision du 9 octobre 2015 du directeur général de Voies navigables de France portant délégation de signature au directeur territorial Centre-Bourgogne ;

Vu la décision du 26 juin 2015 du directeur territorial Centre-Bourgogne portant délégation de signature à ses collaborateurs.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Délégation permanente est donnée à M. Éric FOULIARD, directeur adjoint, à l'effet de signer tous actes dont le pouvoir a été délégué à M. Frédéric LASFARGUES, Directeur Territorial, par la décision du 31 mars 2014 susvisée.

### **Article 2 en matière de marchés publics :**

Délégation de signature est donnée aux personnes ci-après désignées dans les domaines et limites suivantes :

#### **Article 2-1 :**

Délégation permanente est donnée en matière de marchés publics à :

- Christian PERCEAU, directeur opérationnel ouest, et en cas d'absence ou d'empêchement délégation est donnée à Sylvie LEBOUAR, directrice adjointe ;
- Thierry FEROUX, directeur opérationnel est, et en cas d'absence ou d'empêchement délégation est donnée à Stéphanie VUILLOT, directrice adjointe ;
- Jérôme JOSSERAND, secrétaire général, et en cas d'absence ou d'empêchement à Emmanuel DIVERS, secrétaire général adjoint ;
- Nathalie BOUILLOT, responsable du pôle dépenses-recettes ;
- Frédéric COURTES, chef du service exploitation, maintenance, environnement et hydraulique, et en cas d'absence ou d'empêchement à Frédéric WICKER, chef adjoint ;
- Olivier GEORGES, chef du service développement de la voie d'eau, et en cas d'absence ou d'empêchement à Anaïs CACHOT, chef adjointe et responsable du pôle juridique et domanial ;
- Nathalie VINCENT, chef du service maîtrise des activités, prévention ;

à l'effet de :

- conclure tout marché de travaux, de fournitures et de services, y compris des marchés de prestations intellectuelles, d'un montant inférieur à 90 000 €HT ;
- prendre tout acte ou décision préalable à la conclusion de tout marché d'un montant inférieur à 90 000€HT ;
- prendre tout acte ou décision relatif à l'exécution de tout marché d'un montant inférieur à 90 000€HT.

#### **Article 2-2 :**

Délégation permanente est donnée en matière de marchés publics à :

- Jacky JEUNON, subdivisionnaire de Briare, et en cas d'absence ou d'empêchement à Marc NICOT, adjoint au subdivisionnaire ;
- François GANIVET subdivisionnaire de Montargis, et en cas d'absence ou d'empêchement à Yannick SEGUIN, adjoint au subdivisionnaire ;

- Jean-François CLEMENT, subdivisionnaire de Decize, et en cas d'absence ou d'empêchement à Marie-Odile LALOI, adjointe au subdivisionnaire ;
- Michel CORNETTE, subdivisionnaire de Corbigny, et en cas d'absence ou d'empêchement à Lucienne GAUDRON, adjointe au subdivisionnaire ;
- Christine RIBIERE, subdivisionnaire de Tonnerre, et en cas d'absence ou d'empêchement à Dominique BESSET, adjoint au subdivisionnaire ;
- Antoine CHARDONNAL, subdivisionnaire de Dijon, et en cas d'absence ou d'empêchement à Éric MOUGENOT, adjoint à la subdivision de Dijon par intérim ;
- Pascal BRIDET, subdivisionnaire de Montceau-les-Mines, et en cas d'absence ou d'empêchement à David MICHEL, responsable de la brigade versant océan ;
- Mathias PIBAROT, responsable du bureau d'études de la Direction opérationnelle Est ;
- Sylvie LEBOUAR, responsable du bureau d'études de la Direction opérationnelle Ouest par intérim ;

à l'effet de :

- conclure tout marché de travaux, de fournitures et de services, à l'exclusion des marchés de prestations intellectuelles, d'un montant inférieur à 50 000 €HT ;
- prendre tout acte ou décision préalable à la conclusion de tout marché d'un montant inférieur à 50 000€HT ;
- prendre tout acte ou décision relatif à l'exécution de tout marché d'un montant inférieur à 50 000 €HT.

**Article 2-3 :**

Délégation permanente est donnée en matière de marchés publics, dans la limite de leurs compétences et attributions, à :

Subdivision de Tonnerre

- Dominique BESSET
- Olivier MURAT
- Serge MOREAU

Subdivision de Montceau-les-Mines

- Daniel BARTCZACK
- Henri GUET
- David MICHEL
- Yannick NAFETAT

Subdivision de Briare

- Marc NICOT
- François CAUSSE

- Frédéric BON
- Sébastien TYNEVEZ

Subdivision de Corbigny

- Lucienne GAUDRON
- Éric BOLOT
- Max PETIT
- Éric CHOCAT
- Didier MAILLET

Subdivision de Montargis

- Yannick SEGUIN
- Michel BOGUET
- Dominique VINCENT
- Patrice GRILLOU
- Viviane GUERRIN

Subdivision de Dijon

- Éric MOUGENOT
- Serge BEGAT

Subdivision de Decize

- Mari-Odile LALOI
- Roland SYBELIN
- Jean-Luc BIANCHI
- André GODIER
- Joseph DE CAMPOS

Secrétariat Général

- Amandine VERNOUX-SENANFF, responsable du pôle ressources humaines pilotage et coordination
- Joëlle QUENOT, responsable du pôle ressources humaines de proximité

- Alain DULAC, responsable du pôle logistique et immobilier par intérim et Cédric GIBERT, responsable du pôle immobilier
- Romaric GROS, responsable du pôle informatique
- Nathalie KAPUTA, adjoint du responsable du pôle informatique

Service développement de la voie d'eau

- Anaïs CACHOT, responsable du pôle juridique et domanial.

à l'effet de :

- conclure tout marché de travaux, de fournitures et de services, à l'exclusion des marchés de prestation intellectuelle, d'un montant inférieur à 2000 €HT ;
- prendre tout acte ou décision préalable à la conclusion de tout marché d'un montant inférieur à 2000 €HT ;
- prendre tout acte ou décision relatif à l'exécution de tout marché d'un montant inférieur à 2000 € HT.

**Article 3 en matière de gestion du domaine public fluvial confié :**

**Article 3-1 :**

Délégation permanente est donnée à

- Christian PERCEAU, directeur opérationnel ouest et en cas d'absence ou d'empêchement à Sylvie LEBOUAR, directrice adjointe ;
- Thierry FEROUX, directeur opérationnel est et en cas d'absence ou d'empêchement à Stéphanie VUILLOT, directrice adjointe ;

à l'effet de :

- prendre tout acte ou décisions relatifs aux occupations temporaires, constitutives ou non de droits réels, du domaine géré par Voies navigables de France portant sur une durée n'excédant pas 5 ans et accorder toute convention d'usage temporaire n'excédant pas 5 ans ;
- signer les autorisations de circuler sur les digues et chemins de halage ;
- signer tout acte d'urbanisme relatif à la gestion du domaine public fluvial (permis de construire, permis de démolir, déclaration préalable) ;

**Article 3-2 :**

Délégation permanente est donnée à :

- Jacky JEUNON, subdivisionnaire de Briare et en cas d'absence ou d'empêchement à Marc NICOT, adjoint au chef de subdivision ;
- François GANIVET, subdivisionnaire de Montargis, et en cas d'absence ou d'empêchement à Yannick SEGUIN, adjoint au chef de subdivision ;

- Jean-François CLEMENT, subdivisionnaire de Decize, et en cas d'absence ou d'empêchement à Marie-Odile LALOI, adjoint au chef de subdivision ;

- Michel CORNETTE, subdivisionnaire de Corbigny, et en cas d'absence ou d'empêchement à Lucienne GAUDRON, adjointe au chef de subdivision ;

- Christine RIBIERE, subdivisionnaire de Tonnerre, et en cas d'absence ou d'empêchement à Dominique BESSET, adjoint au chef de subdivision ;

- Antoine CHARDONNAL, subdivisionnaire de Dijon, et en cas d'absence ou d'empêchement à Éric MOUGENOT, adjoint à la subdivision de Dijon par intérim ;

- Pascal BRIDET, subdivisionnaire de Montceau-les-Mines, et en cas d'absence ou d'empêchement à David MICHEL, responsable de la brigade versant océan ;

à l'effet de signer uniquement les autorisations d'occupation temporaire du domaine public fluvial pour l'organisation de concours de pêche et pour les manifestations nautiques.

#### **Article 4 en matière juridique :**

##### **Article 4-1 :**

Mandat de représentation permanent est accordé à Éric FOULIARD, directeur adjoint et Anaïs CACHOT, adjointe du service développement de la voie d'eau et responsable du pôle juridique et domanial devant toute juridiction à l'exception de la Cour de Cassation et du Conseil d'État et à l'effet de signer tout acte de représentation en matière juridique, et en cas d'absence ou d'empêchement à Camille DORLEAN, consultante juridique.

Délégation permanente est donnée à Mme Anaïs CACHOT, adjointe du service développement de la voie d'eau et responsable du pôle juridique et domanial, et en cas d'absence ou d'empêchement à Camille DORLEAN, consultante juridique, à l'effet de signer tous les documents relatifs aux affaires juridiques courantes (à l'exception de l'engagement juridique du service) de l'établissement.

##### **Article 4-2 :**

Délégation est donnée, dans la limite de leurs compétences et attributions, à :

- Christian PERCEAU, directeur opérationnel ouest, et en cas d'absence ou d'empêchement délégation est donnée à Sylvie LEBOUAR, directrice adjointe ;

- Thierry FEROUX, directeur opérationnel est, et en cas d'absence ou d'empêchement délégation est donnée à Stéphanie VUILLOT, directrice adjointe ;

- Jérôme JOSSERAND, secrétaire général, et en cas d'absence ou d'empêchement à Emmanuel DIVERS, secrétaire général adjoint ;

- Frédéric COURTES, chef du service exploitation, maintenance, environnement et hydraulique, et en cas d'absence ou d'empêchement à Frédéric WICKER, chef adjoint ;

- Olivier GEORGES, chef du service développement de la voie d'eau, et en cas d'absence ou d'empêchement à Anaïs CACHOT, chef adjointe et responsable du pôle juridique et domanial ;

- Nathalie VINCENT, chef du service maîtrise des activités, prévention ;

- Jacky JEUNON, subdivisionnaire de Briare, et en cas d'absence ou d'empêchement à Marc NICOT, adjoint au subdivisionnaire ;

- François GANIVET subdivisionnaire de Montargis, et en cas d'absence ou d'empêchement à Yannick SEGUIN, adjoint au subdivisionnaire ;

- Jean-François CLEMENT, subdivisionnaire de Decize, et en cas d'absence ou d'empêchement à Marie-Odile LALOI, adjointe au subdivisionnaire ;
- Michel CORNETTE, subdivisionnaire de Corbigny, et en cas d'absence ou d'empêchement à Lucienne GAUDRON, adjointe au subdivisionnaire ;
- Christine RIBIERE, subdivisionnaire de Tonnerre, et en cas d'absence ou d'empêchement à Dominique BESSET, adjoint au subdivisionnaire ;
- Antoine CHARDONNAL, subdivisionnaire de Dijon, et en cas d'absence ou d'empêchement à Éric MOUGENOT, adjoint à la subdivision de Dijon par intérim;
- Pascal BRIDET, subdivisionnaire de Montceau-les-Mines, et en cas d'absence ou d'empêchement à David MICHEL, responsable de la brigade versant océan ;

à l'effet de :

- déposer plainte et se constituer partie civile.

**Article 5 :**

La décision en date du 26 juin 2015 portant délégation de signature du directeur territorial Centre-Bourgogne à ses collaborateurs, susvisée, est abrogée.

**Article 6 :**

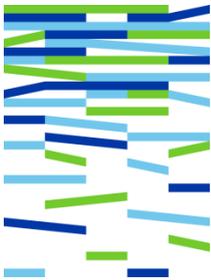
La présente décision sera publiée au bulletin officiel des actes de Voies navigables de France disponible sur le site internet : [www.vnf.fr](http://www.vnf.fr).

Le Directeur Territorial

Signé

Frédéric LASFARGUES

## DECISION DU 19 OCTOBRE 2015 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE EN MATIERE DE RESSOURCES HUMAINES



Le directeur territorial Centre-Bourgogne,

Vu le code des transports,

Vu la loi n° 2012-77 du 24 janvier 2012 relative à Voies navigables de France,

Vu le décret n° 2012-1491 du 27 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs en matière de recrutement et de gestion des personnels relevant du ministère des transports affectés à Voies navigables de France,

Vu le décret n° 2013-122 du 6 février 2013 modifiant le décret n° 65-382 du 21 mai 1965 relatifs aux ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées et des bases aériennes admis au bénéfice de la loi du 21 mars 1928,

Vu l'arrêté du 28 décembre 2012 fixant la liste des actes délégués au directeur général de Voies navigables de France pour la gestion des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts affectés à l'établissement public Voies navigables de France,

Vu l'arrêté du 2 janvier 2013 portant délégation de pouvoir en matière de recrutement et de gestion des membres du corps des adjoints administratifs des administrations de l'État et du corps des dessinateurs (service équipement) relevant du ministre chargé des transports affectés à Voies navigables de France,

Vu l'arrêté du 2 janvier 2013 portant délégation de pouvoir en matière de gestion des personnels relevant du ministre chargé des transports affectés à l'établissement public Voies navigables de France,

Vu la délibération du conseil d'administration de Voies navigables de France du 29 novembre 2012 portant organisation et dénomination des directions territoriales de Voies navigables de France ;

Vu la délibération du conseil d'administration de Voies navigables de France du 20 mars 2014 modifiée portant délégation de pouvoirs du conseil d'administration au directeur général de Voies navigables de France,

Vu la décision du 31 mars 2014 modifiée du directeur général de Voies navigables de France portant délégation de pouvoirs aux directeurs territoriaux de voies navigables de France,

Vu la décision du 9 octobre 2015 du directeur général de Voies navigables de France portant délégation de signature au directeur territorial Centre-Bourgogne ;

Vu la décision du 26 juin 2015 du directeur territorial Centre-Bourgogne portant délégation de signature à ses collaborateurs en matière de ressources humaines.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Délégation permanente est donnée à M. Éric FOULIARD, directeur adjoint, à l'effet de signer tous actes dont le pouvoir a été délégué à M. Frédéric LASFARGUES, directeur territorial, à l'article 1-V de la décision du 31 mars 2014 modifiée du directeur général de Voies navigable de France portant délégation de pouvoirs en matière de ressources humaines à savoir :

- toute décision dans le cadre de l'exercice de l'autorité sur l'ensemble des personnels relevant de la direction territoriale ;
- tous actes relatifs aux déplacements professionnels du personnel,
- les décisions de maintien dans l'emploi en cas de mouvement de grève ;
- les décisions d'intérim ;
- l'ensemble des décisions et actes de gestion courants, notamment les décisions relatives aux autorisations d'absence et de congés ;

concernant les personnels ci-dessous :

- personnels mentionnés au 1° de l'article L4312-3-1 du code des transports dans les conditions et limites des délégations de pouvoir accordées au directeur général par arrêté ministériel du 28 décembre 2012 susvisé ;
- personnels d'exploitation des travaux publics de l'État conformément à l'article 5 du décret du 27 décembre 2012 susvisé ;
- ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées des bases aériennes de l'État conformément au décret du 6 février 2013 susvisé (art L4312-3-1-2° du code des transports);
- agents non titulaires et contractuels de droit public (art L 4312-3-1-3° du code des transports);
- salariés régis par le code du travail (art L 4312-3-1-4° du code des transports) dont les personnes liées par des contrats à durée déterminée.

### **Article 2 :**

Délégation de signature est donnée à Jérôme JOSSERAND, secrétaire général, et en cas d'absence ou d'empêchement à Emmanuel DIVERS, secrétaire général adjoint à l'effet de prendre pour l'ensemble du personnel :

- tous actes relatifs aux déplacements professionnels du personnel y compris les ordres de mission en dehors du territoire national ainsi que les autorisations d'utilisation de véhicule de service ;
- toutes les décisions et actes de gestion courants, notamment les décisions relatives aux autorisations d'absence et de congés, dans les mêmes limites et conditions qu'à l'article 1 de la présente décision.

**Article 3 :**

Délégation de signature est donnée à l'effet de prendre pour les personnels placés sous leur autorité :

- tous les actes relatifs aux déplacements professionnels du personnel y compris les ordres de mission en dehors du territoire national ainsi que les autorisations d'utilisation de véhicule de service ;
- toutes les décisions et actes de gestion courants, notamment les décisions relatives aux autorisations d'absence et de congés, dans les mêmes limites et conditions qu'à l'article 1 de la présente décision ;

à :

- Christian PERCEAU, directeur opérationnel ouest, et en cas d'absence ou d'empêchement délégation est donnée à Sylvie LEBOUAR, directrice adjointe ;
- Thierry FEROUX, directeur opérationnel est, et en cas d'absence ou d'empêchement délégation est donnée à Stéphanie VUILLOT, directrice adjointe ;
- Nathalie BOUILLOT, responsable du pôle dépenses-recettes ;
- Frédéric COURTES, chef du service exploitation, maintenance, environnement et hydraulique, et en cas d'absence ou d'empêchement, Frédéric WICKER, chef adjoint ;
- Olivier GEORGES, chef du service développement de la voie d'eau, et en cas d'absence ou d'empêchement, Anaïs CACHOT, chef adjointe et responsable du pôle juridique et domanial ;
- Anaïs CACHOT, responsable du pôle juridique et domanial ;
- Nathalie VINCENT, chef du service maîtrise des activités, prévention ;
- Jacky JEUNON, subdivisionnaire de Briare, et en cas d'absence ou d'empêchement à Marc NICOT, adjoint au chef de subdivision ;
- François GANIVET, subdivisionnaire de Montargis, et en cas d'absence ou d'empêchement à Yannick SEGUIN, adjoint au chef de subdivision ;
- Jean-François CLEMENT, subdivisionnaire de Decize, et en cas d'absence ou d'empêchement à Marie-Odile LALOI, adjoint au chef de subdivision ;
- Michel CORNETTE, subdivisionnaire de Corbigny, et en cas d'absence ou d'empêchement à Lucienne GAUDRON, adjointe au chef de subdivision ;
- Christine RIBIERE, subdivisionnaire de Tonnerre, et en cas d'absence ou d'empêchement à Dominique BESSET, adjoint au chef de subdivision ;
- Antoine CHARDONNAL, subdivisionnaire de Dijon, et en cas d'absence ou d'empêchement à Éric MOUGENOT, adjoint à la subdivision de Dijon par intérim ;
- Pascal BRIDET, subdivisionnaire de Montceau-les-Mines, et en cas d'absence ou d'empêchement à David MICHEL, responsable de la brigade versant océan.

#### **Article 4 :**

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer les actes et décisions de gestion courante suivants les agents relevant de leur autorité hiérarchique, dans la limite de leurs attributions :

- pour les autorisations d'absence ou de congés, hormis le congé maternité, le congé paternité, le congé de solidarité familiale.

– aux encadrants suivants :

- Amandine VERNOUX-SENANFF, responsable du pôle ressources humaines pilotage et coordination,

- Joëlle QUENOT, responsable du pôle ressources humaines de proximité,

- Annie VENEL, responsable du pôle commande publique,

- Romaric GROS, responsable du pôle informatique

- Alain DULAC, responsable du pôle immobilier et logistique par intérim

- Catherine FABBRI, responsable du bureau des affaires financières et administratives de la Direction Opérationnelle Est

- Stéphane MARION, référent domanial de la Direction Opérationnelle Est

- Mathias PIBAROT, responsable du bureau d'étude de la Direction Opérationnelle Est

- Marie-Christine BERGER, responsable du bureau des affaires financières et administratives de la Direction Opérationnelle Ouest

- Éric PAGE, référent domanial de la Direction Opérationnelle Ouest

- Sylvie LEBOUAR, responsable du bureau d'études de la Direction opérationnelle Ouest par intérim ;

- Jean-Christophe ROY, responsable du pôle maintenance, exploitation et gestion hydraulique ;

- Jean-Claude BOULAY, responsable du pôle grands ouvrages

- Benoît JOUVE, responsable du pôle système d'informations géographiques

#### **Article 5 :**

Délégation permanente est donnée à l'effet de signer tout contrat vacataire relevant du ressort de leurs directions opérationnelles :

- Christian PERCEAU, directeur opérationnel ouest, et en cas d'absence ou d'empêchement délégation est donnée à Sylvie LEBOUAR, directrice adjointe ;

- Marie-Christine BERGER, responsable du Bureau des affaires administratives de la Direction opérationnelle Ouest ;

- Thierry FEROUX, directeur opérationnel est, et en cas d'absence ou d'empêchement délégation est donnée à Stéphanie VUILLOT, directrice adjointe ;

- Catherine FABBRI, responsable du Bureau des affaires administratives de la Direction opérationnelle Est.

**Article 6 :**

Délégation permanente est donnée à l'effet de signer tout contrat vacataire et saisonnier relevant du ressort de la direction territoriale Centre Bourgogne, à :

- Jérôme JOSSERAND, secrétaire général, et en cas d'absence ou d'empêchement à Emmanuel DIVERS, secrétaire général adjoint et à Amandine VERNOUX-SENANFF, responsable du pôle ressources humaines pilotage et coordination ;

**Article 7 :**

La décision en date du 26 juin 2015 portant délégation de signature du directeur territorial Centre-Bourgogne à ses collaborateurs en matière de ressources humaines, susvisée, est abrogée.

**Article 8 :**

La présente décision sera publiée au bulletin officiel des actes de Voies navigables de France disponible sur le site internet : [www.vnf.fr](http://www.vnf.fr).

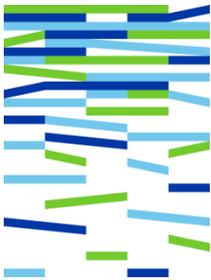
Le Directeur Territorial

Signé

Frédéric LASFARGUES

## DECISION DU 19 OCTOBRE 2015

### PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE POUR L'EXERCICE DE LA COMPETENCE D'ORDONNATEUR SECONDAIRE



Le directeur territorial Centre-Bourgogne,

Vu le code des Transports ;

Vu la loi n° 2012-77 du 24 janvier 2012 relative à Voies navigables de France ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu la délibération du conseil d'administration de Voies navigables de France du 29 novembre 2012 portant organisation et dénomination des directions territoriales de Voies navigables de France ;

Vu la délibération du conseil d'administration de Voies navigables de France du 20 mars 2014 modifiée, portant délégation de pouvoirs au directeur général de Voies navigable de France ;

Vu la décision du 31 décembre 2012 modifiée du directeur général de Voies navigables de France portant désignation des directeurs territoriaux et des ordonnateurs secondaires ;

Vu la décision du 31 mars 2014 modifiée du directeur général de Voies navigables de France portant délégation de pouvoirs aux directeurs territoriaux de Voies navigables de France ;

Vu la décision du 9 octobre 2015 du directeur général de Voies navigables de France portant délégation de signature au directeur territorial Centre-Bourgogne ;

Vu la décision du 26 juin 2015 du directeur territorial Centre-Bourgogne portant délégation de signature à ses collaborateurs pour l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Délégation permanente est donnée à :

- M. Éric FOULIARD, directeur adjoint de la Direction Territoriale Centre-Bourgogne ;
- Christian PERCEAU, directeur opérationnel ouest et en cas d'absence ou d'empêchement à Sylvie LEBOUAR, directrice adjointe ;
- Thierry FEROUX, directeur opérationnel est et en cas d'absence ou d'empêchement à Stéphanie VUILLOT, directrice adjointe ;
- Jérôme JOSSERAND, secrétaire général, et en cas d'absence ou d'empêchement à Emmanuel DIVERS, secrétaire général adjoint ;
- Nathalie BOUILLOT, responsable du pôle dépenses-recettes ;
- Frédéric COURTES, chef du service exploitation, maintenance, environnement et hydraulique, et en cas d'absence ou d'empêchement, à Frédéric WICKER, chef adjoint ;
- Olivier GEORGES, chef du service développement de la voie d'eau, et en cas d'absence ou d'empêchement à Anaïs CACHOT, chef adjointe ;
- Anaïs CHACOT, responsable du pôle juridique et domanial ;
- Nathalie VINCENT, chef du service maîtrise des activités, prévention ;

à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences tous actes relatifs à :

- distribution d'autorisation et de crédits de paiement ;
- virement de crédits sous thème dans le respect des règles budgétaires ;
- pièces de liquidation des recettes et dépenses de toute nature ;
- pièces comptables et les documents relatifs à l'ordonnancement des dépenses et des recettes.

### **Article 2 :**

Délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après :

- Jacky JEUNON, subdivisionnaire de Briare ;
- François GANIVET, subdivisionnaire de Montargis ;
- Jean-François CLEMENT, subdivisionnaire de Decize ;
- Michel CORNETTE, subdivisionnaire de Corbigny ;
- Christine RIBIERE, subdivisionnaire de Tonnerre ;
- Antoine CHARDONNAL, subdivisionnaire de Dijon ;
- Pascal BRIDET, subdivisionnaire de Montceau-les-Mines ;

à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- les pièces de liquidation des dépenses de toute nature ;
- les propositions d'engagement comptable.

**Article 3 :**

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes désignées à l'article 2, délégation est donnée aux personnes désignées ci-après :

Subdivision de Tonnerre

- Dominique BESSET, adjoint au chef de subdivision ;

Subdivision de Montceau-les-Mines

- David MICHEL, responsable de la brigade versant océan ;

Subdivision de Briare

- Marc NICOT, adjoint au chef de subdivision ;

Subdivision de Corbigny

- Lucienne GAUDRON, adjointe au chef de subdivision ;

Subdivision de Montargis

- Yannick SEGUIN, adjoint au chef de subdivision ;

Subdivision de Dijon

- Éric MOUGENOT, adjoint au chef de subdivision par intérim ;

Subdivision de Decize

- Marie-Odile LALOI, adjointe au chef de subdivision.

Direction Opérationnelle Est

- Mathias PIBAROT, responsable du bureau d'études

Direction Opérationnelle Ouest

- Sylvie LEBOUAR, responsable du bureau d'études par intérim

**Article 4 :**

La décision du 26 juin 2015 portant délégation de signature du directeur territorial à ses collaborateurs pour l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire, susvisée, est abrogée.

**Article 5 :**

La présente décision sera publiée au bulletin officiel des actes de Voies navigables de France disponible sur le site internet : [www.vnf.fr](http://www.vnf.fr).

Le Directeur Territorial

Signé

Frédéric LASFARGUES

**DECISION DU 19 OCTOBRE 2015 PORTANT SUBDELEGATION  
DE SIGNATURE EN MATIERE DE CONTRAVENTION  
DE GRANDE VOIRIE**



Le directeur territorial Centre-Bourgogne,

Vu le code des transports et notamment l'article L4313-3 ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le code de la justice administrative ;

Vu la loi n°2012-77 du 24 janvier 2012 relative à Voies navigables de France ;

Vu la délibération du conseil d'administration de Voies navigables de France du 29 novembre 2012 portant organisation et dénomination des directions territoriales de Voies navigables de France ;

Vu la délibération du conseil d'administration de Voies navigables de France du 20 mars 2014 modifiée portant délégation de pouvoirs au directeur général de Voies navigables de France ;

Vu la décision du 31 mars 2014 modifiée du directeur général de Voies navigables de France portant délégation de pouvoirs aux directeurs territoriaux de Voies navigables de France ;

Vu la décision du 31 décembre 2012 du Directeur général de Voies navigables de France portant désignation des directeurs territoriaux et des ordonnateurs secondaires ;

Vu la décision du 9 octobre 2015 de M. Marc Papinutti, directeur général de Voies navigables de France portant délégation de signature à M. Frédéric Lasfargues.

**Article 1 :**

Subdélégation permanente est donnée à M. Éric FOULIARD, directeur adjoint, à l'effet de signer tous actes, notifications, décisions ou mémoires de première instance relatifs à la répression des atteintes à l'intégrité et à la conservation du domaine public confié à l'établissement, établis dans les conditions et selon les procédures prévues par le code de justice administrative.

**Article 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Éric FOULIARD, subdélégation est donnée à M. Olivier GEORGES, chef du service développement de la voie d'eau et à Mme Anaïs CACHOT, adjointe au chef du service développement de la voie d'eau et responsable du pôle juridique et domanial, à l'effet de signer tous actes, notifications, décisions ou mémoires de première instance relatifs à la répression des atteintes à l'intégrité et à la conservation du domaine public confié à l'établissement, établis dans les conditions et selon les procédures prévues par le code de justice administrative.

**Article 3 :**

Subdélégation permanente est donnée à M. Éric FOULIARD, directeur adjoint, à Mme Anaïs CACHOT, adjointe au chef du service développement de la voie d'eau et responsable du pôle juridique et domanial, et à Mme Camille DORLEAN, consultante juridique à l'effet de représenter l'établissement en première instance pour les contentieux relatifs à la répression des atteintes à l'intégrité et à la conservation du domaine public confié à l'établissement.

**Article 4 :**

La présente décision sera publiée au bulletin officiel des actes de Voies navigables de France disponible sur le site internet : [www.vnf.fr](http://www.vnf.fr).

Le Directeur Territorial

Signé

Frédéric LASFARGUES